



## **Analyse de la trajectoire économique du Cameroun de la tutelle franco-britannique à la crise économique de 1987**

*Analysis of the economic trajectory of Cameroon from Franco-British trusteeship to the 1987 economic crisis*

**Jean Pierre Ayangma Ndjere**

Université de Yaoundé I, Cameroun

Email : [futureayangma@yahoo.fr](mailto:futureayangma@yahoo.fr)

Orcid id: <https://orcid.org/0009-0003-2819-058X>

**Résumé :** Durant l'entre-deux-guerres, le Cameroun a subi des mutations statutaires significatives. Son développement politico-économique a été confié simultanément à la France et à la Grande Bretagne, conformément aux accords de tutelle. Le volet économique, quant à lui, principalement dominé par le pacte colonial, a connu une évolution atypique, donnant lieu à l'établissement d'une économie extravertie, qui servait prioritairement les intérêts des métropoles. Plus tard, avec l'accession à l'indépendance, l'épanouissement économique et industriel a été au cœur du programme gouvernemental, même si dès 1987 la survenue d'une crise économique freina cette dynamique. Ceci étant, quelle appréciation historique peut-on avoir de l'influence qu'a eue l'administration franco-britannique sur l'économie camerounaise au regard des vulnérabilités structurelles observées lors de la survenue de la crise économique de 1987 ? Cet article qui s'appuie aussi bien sur des sources écrites et numériques que sur une approche d'analyse diachronique et synchronique, couplée à des méthodes d'interprétation des données qualitatives et quantitatives, fait ressortir en guise de résultats que l'économie camerounaise demeura extravertie aussi bien pendant la période de tutelle et même après les indépendances. En outre, le nouveau choix de développement économique centralisa tous les apports sur l'État comme principal acteur. Toutefois, cela conduisit à l'apparition des premiers signes de défaillances, lorsque l'économie camerounaise, déjà très tournée vers l'extérieur, devint tributaire des fluctuations du marché mondial. Ainsi, pris sous cet angle, cette économie s'effondra considérablement dès le milieu des années 1980, ouvrant la voie à l'ère des Programmes d'Ajustements Structurels.

**Mots-clé** Tutelle, Économie, France, Grande Bretagne, Indépendance.

**Abstract:** During the inter-war-period, Cameroon has been affected by significant status changes. His political and economic development was conducted at the same time by both France and Great Britain, following the trusteeship agreements. As far as the economic aspect is concerned, this was dominated by the colonial pact, and his evolution has been singular, giving rise to the establishment of an outward-oriented economy that served first the metropolis' interests. Later, with the independence, the main concern was the economic and industrial growth of country. With this, what historical appreciation can be made of the influence of the Franco-British administration on the Cameroon economy, given the structural vulnerabilities observed at the time of the 1987 economic crisis? This article, which draws on written and numerical sources as well as a diachronic and synchronic approach to analysis, coupled with qualitative and quantitative methods for interpreting data, shows that the Cameroonian economy remained outward-oriented both during the trusteeship period and even after independence. In addition, the new choice of economic development centralised all inputs on the State as the main player. However, this led to the first signs of failure, when the Cameroonian economy, which was already very outward-looking, became dependent on fluctuations in the world market. Thus, from this perspective, the economy collapsed significantly in the mid-1980s, paving the way for the period of Structural Adjustment Programs.

**Keywords:** Trusteeship, Economy, France, Great Britain, Independence.

## Introduction

Une lecture de l'évolution du Cameroun permet de dégager des réalités très divergentes selon que l'on se situe dans le volet politique, économique ou social. Cette distanciation entre ces secteurs permet de confirmer la complexité que regorge une étude sur le Cameroun. Territoire doté de vastes richesses multiformes, ce pays a toujours représenté un enjeu de grande importance dans la sphère géopolitique mondiale d'une part lorsqu'il était encore objet des relations internationales et d'autre part, lorsqu'il en est devenu un acteur. S'intéresser à sa situation économique permet de constater que son économie a connu une évolution en dents de scie alliant des périodes fastes aux moments de disette. De ce constat, se dégage une double perception qui permet de marquer l'écart avec d'une part la contribution de l'administration française et d'autre part, celle britannique quant à l'essor économique du pays. Car, l'héritage qui servit de soubassements aux nationaux lors de l'accession à l'indépendance balisait déjà leur champ de possibilité. Dans ce sens, l'économie camerounaise a navigué entre une gestion de l'héritage colonial et l'impulsion d'une politique de développement interne, adaptée aux réalités locales. Surtout que, du côté français, aucun mécanisme viable n'avait été conçu pour préparer une transition économique saine et prometteuse ; contrairement à la partie anglophone, où la puissance tutélaire avait déjà remis la gestion financière et budgétaire aux populations locales, tout en leur accordant des crédits consistants pour dynamiser leur économie. Voilà pourquoi, le Président Ahidjo, qui accéda à la magistrature suprême dès 1960, s'inspira des plans du Fonds d'Investissement pour le Développement Économique et Social (FIDES) pour mettre sur pied son propre cycle de programmation économique. La présente étude sans prétendre être holiste se propose d'effectuer une lecture critique de l'économie camerounaise entre 1946 et 1987. L'année 1946, marque officiellement sur le plan international, la fin du régime de mandat sur les territoires sous domination coloniale et la naissance d'un nouveau paradigme d'accompagnement: la tutelle (Gonidec, 1957, p. 604). Ainsi, le régime de tutelle entra en vigueur directement pour lui succéder. L'année 1987 est significative à plus d'un titre. En effet, elle marque la période au cours de laquelle les autorités décidèrent de réduire le train de vie de l'État par la diminution de ses investissements et de ses dépenses (Aerts et al., 2000, p. 5). Cette politique d'austérité avait entraîné d'énormes défis engageant aussi bien son économie que le niveau de vie de sa population. Cela étant, quelle appréciation historique peut-on avoir de l'influence qu'a eue l'administration franco-britannique sur l'économie camerounaise au regard des vulnérabilités structurelles observées lors de la survenue de la crise économique de 1987 ? Autrement dit, comment s'est effectuée la transition économique du Cameroun avant et après l'indépendance ? Mieux, quelles sont les raisons qui expliquent la fragilité économique observée lors du déclenchement de la crise de 1987? Cet article qui s'appuie aussi bien sur des sources écrites et numériques que sur une approche d'analyse diachronique et synchronique, couplée à des méthodes d'interprétation des données qualitatives et quantitatives, est parvenu tout en tenant compte des réalités coloniales à expliquer d'une part, les défis de la transition économique au Cameroun avant son indépendance et d'autre part, à apprécier de façon critique le processus de construction d'une économie nationale de l'accession à la souveraineté nationale à l'apparition de la crise économique de 1987.

### **1. Les défis de la transition économique de 1946 à 1959: une évolution à double vitesse et très atypique**

Avec la fin de la Seconde Guerre Mondiale, l'opinion internationale est de plus en plus opposée à l'assujettissement de certains peuples et à l'exploitation abusive de leurs richesses. C'est la raison pour laquelle l'avènement de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 1945, marqua un tournant décisif dans le processus d'émancipation des anciens territoires placés

sous la domination des métropoles occidentales. Dans cette partie, il est question de clarifier tout d'abord les marques de l'empreinte coloniale sur l'économie camerounaise et enfin, d'apprécier la nature de ses partenariats commerciaux, en tenant compte des produits échangés.

### **1.1. Une économie dominée par le pacte colonial et très extravertie**

Sous l'effet conjugué du poids de la domination extérieure et de l'insuffisance de ses ressources financières propres, le Cameroun demeura énormément dépendant des transactions avec l'extérieur au moment de l'instauration du régime de tutelle. En effet, le pacte colonial n'autorisait aucune émergence d'un territoire sans passer par la puissance tutélaire. Aucune initiative économique ne pouvait se développer ou émerger sans que la métropole n'en approuvait l'expansion. Dans ce sens, le pacte colonial entre le Cameroun et ses deux puissances tutélaires permet de justifier la détention de tous les droits sur les matières premières par ces dernières. Ainsi, la croissance économique du pays était dès lors tributaire de leur orientation stratégique.

Contrairement à la politique de gestion de la Grande Bretagne, la partie orientale connut une dynamique différente, dans la mesure où, les autorités françaises ne laissaient aucune initiative se développer sans leur avis préalable (Gonidec, 1957, p. 598). Toutefois, des spécificités méritent d'être relevées aussi bien que l'on analyse le côté britannique que français. Le Cameroun sous administration anglaise a été géré par la Grande Bretagne comme étant une composante directe de son territoire voisin qu'était le Nigéria. En effet, cette dernière n'accorda pas assez d'importance au développement de sa partie du Cameroun. Dans les faits, son économie ne changea réellement pas par rapport à la période précoloniale lorsque le troc s'y effectuait, puisque, les Britanniques laissaient le champ libre aux autorités locales d'effectuer des échanges commerciaux avec moult partenaires par opposition au côté oriental, où tout était contrôlé (Frenay, 1987, p. 220). Une explication à cet état de chose, tient du fait que cette petite partie du Cameroun ne disposait pas d'énormes richesses naturelles. Ce qui justifia à suffisance le désintérêt de la Grande Bretagne pour celle-ci.

La conséquence directe fut le retard infrastructurel et surtout industriel constaté par opposition au Nigéria voisin. Aussi, Pokam Kamdem (2015, p. 209) donne une autre explication à ce désintérêt observé du côté britannique. En effet, compte tenu du fait que la France disposait de la plus grande partie du territoire, elle exploitait la plus grande part des ressources pétrolières et fournissait en retour, le plus de produits dérivés au Cameroun; tandis que les Britanniques n'en fournissaient que moins de 15%. En outre, la partie anglophone disposait d'une économie majoritairement traditionnelle à dominance agricole. C'est-à-dire que l'essentiel de la production était destinée à la consommation locale.

Un rapport de mission de l'Organisation des Nations Unies a permis de relever que cette particularité de l'économie au Cameroun anglophone favorisa l'accroissement du revenu intérieur brut de sa population (United Nations Digital library System, 1956, p. 278). Sans toutefois s'y cantonner, des cultures d'exportation y étaient en vigueur. Contrairement à la partie francophone, les recettes issues de ces ventes étaient utilisées pour le développement infrastructurel du territoire afin de procurer une sensation de bien-être à la population locale. L'administration britannique a soutenu l'économie par l'établissement des compagnies devant assurer le commerce avec l'extérieur dans l'intérêt principal des riverains. Avec le temps, elle a rétrocédé la gestion budgétaire et financière aux locaux en octobre 1954 (Nlate Ndongo, 2017, p. 126). C'est alors que la Cameroon Development Corporation (CDC), créée dès 1946 (Nlate Ndongo, 2017, p. 81), avait grâce aux bénéfices engrangés lors des ventes, contribué à plus de 20% du revenu national brut du territoire (United Nations Digital library System, 1956, p. 278). De même, l'argent obtenu de ces transactions commerciales était reversé dans la caisse

centrale de cette partie du pays et servait à payer les salaires des employés, car les Britanniques ne s’y intéressaient pas.

Ainsi, sans être principalement tournée vers l’extérieur, l’économie de la zone anglophone du pays, telle que conçue par sa métropole, visait avant tout l’émergence de ses riverains et la mise en valeur du territoire, au regard des mesures compensatrices qui permettaient à ces compagnies de couvrir les pertes lorsque les cours des prix des produits variaient sur les marchés internationaux. La Grande Bretagne après avoir remis la surveillance budgétaire aux Camerounais, et consciente des difficultés de management y afférentes, octroya, à partir de 1955, un prêt financier en vue de la relance de l’économie locale à hauteur de 1,33 millions de Livre sterling (Nlate Ndongo, 2017, p. 126). Ce capital était de nature à soutenir les projets de développement en cours.

Du côté français, l’évolution économique y était très singulière caractérisée par un paternalisme sans précédent. À cet effet, la France a encouragé l’établissement du FIDES<sup>1</sup>, qui a été perçu comme une lueur d’espoir. Dès lors, un des objectifs de ce Fonds et qui nous intéresse dans cet article, est son volet relatif à la promotion de l’industrialisation. En effet, en mettant dans un certain sens, l’accent sur le développement industriel, il combattait de manière implicite, les résurgences du pacte colonial et d’une économie servant à entretenir les desseins de la métropole (Fonds des territoires d’Outre-mer, 1956, p. 49).

Le recours à l’industrialisation devait permettre et faciliter la transformation locale pour éviter la détérioration des termes de l’échange en ce qui concerne les matières premières. En outre, une autre spécificité remarquable de ce Fonds résidait dans le fait que celui-ci accordait des aides financières aux différents territoires ; surtout ceux d’Afrique, afin d’accélérer leur développement et leur relèvement post-conflit. Cependant, et fait paradoxal, ce FIDES encourageait implicitement le commerce extérieur. C’est ce qui expliqua le fait que le Cameroun au tout début de la tutelle ait mis un accent particulier sur le développement de ses échanges avec l’extérieur.

Ainsi, une interrogation subsiste. Il s’agit de celle de savoir: puisque des échanges s’effectuaient avec l’étranger (surtout avec la métropole), comment expliquer que l’idée d’abandon du pacte colonial ait été utilisée comme slogan par les Français pour soutenir la mise en place du FIDES? Une chose est sûre c’est que celui-ci entretenait de façon pernicieuse la dépendance du Cameroun envers la France. Voilà pourquoi, une mission de tutelle des Nations Unies souligna que la France commençait déjà à laisser plus de marge de manœuvre à la population locale, contrairement aux années antérieures où le contrôle était strict.

Dans ce contexte, des organisations paysannes et des coopératives agricoles se développèrent majoritairement à partir de 1955 (United Nations Digital library System, 1956, p. 281). L’une des explications à ce changement de paradigme faisait suite aux émeutes déclenchées entre les autorités françaises et les sympathisants de l’Union des Populations du Cameroun (UPC) en 1955. Raison pour laquelle de pareilles initiatives ont pu s’étendre. Ces associations à la base ont contribué à la dynamisation du circuit économique dans cette partie du pays. L’une des spécificités de la partie francophone résidait dans l’existence d’une forme de discrimination dans l’ensemble du territoire.

En effet, l’essentiel des recettes économiques était concentré et géré par les autorités françaises qui s’étaient constituées un petit réseau malsain avec des Camerounais pro-Français pendant que le reste de la population était très affecté par la détérioration de leurs conditions de vie (United Nations Digital library System, 1957, p. 138). Ce constat permet de souligner le fait selon lequel la croissance économique au Cameroun oriental était à double vitesse, et servait beaucoup plus les intérêts français. La mission a constaté, avec beaucoup de regret, que

---

<sup>1</sup> Mécanisme institutionnel encourageant et encadrant l’épanouissement et surtout économique des colonies d’Outre-mer du côté français et signifiant Fonds d’Investissement pour le Développement Économique et Social.

la France fragilisait l'économie camerounaise en se procurant les matières premières locales à vil prix. Paradoxalement, elle revendait au Cameroun, les produits déjà transformés à des prix exorbitants. Cet état de chose connotait là, une manœuvre tacite de déstabilisation du tissu économique camerounais. Ainsi, lors de l'annonce de l'octroi de l'indépendance au Cameroun, elle y a été très réticente (United Nations Digital library System, 1957, p. 139). La croissance économique du Cameroun sous tutelle française afficha des statistiques plus satisfaisantes après l'indépendance, notamment avec l'accroissement de son Produit Intérieur Brut (PIB). Ce pacte colonial façonna rigoureusement le visage économique du Cameroun. Cela se confirma par le recours permanent au commerce avec l'extérieur dès les premières années de l'institution de la tutelle. Une étude menée par la Banque Africaine de Développement (BAD), permet de constater que même après l'indépendance et au début de l'exploitation pétrolière, le Cameroun misa toujours sur le support extérieur que sur ses propres forces afin de venir à bout de ses difficultés (CEREG, 2021, p. 31), même lorsque son économie a connu une certaine émulation et une euphorie à la fin des années 1970. Ce qui permet de constater qu'il est très difficile pour ce pays d'envisager se renfermer sur lui-même pour s'émanciper. En outre, sur le plan agricole, l'essentiel de la production a été à un moment donné, orienté prioritairement vers l'extérieur. À titre d'exemple, dans la zone maritime camerounaise, la production des cultures destinées à l'exportation y était en pleine expansion entre 1954 et 1958.

Produits récoltés (quantités récoltées/quantités exportées)	Années / Quantités en Tonnes				
	1954	1955	1956	1957	1958
Café					
Quantité récoltée	6000	7381	10350	11525	15525
Quantité exportée	5750	7144	10050	11250	15000
Cacao					
Quantité récoltée	1048	1380	1650	2200	1200
Quantité exportée	930	1190	1325	1725	1100
Banane					
Quantité récoltée	113000	116000	103502	122000	103000
Quantité exportée	77082	71483	73960	92881	77150
Huile de palme					
Quantité récoltée	3400	2951	3650	4030	4060
Quantité exportée	1060	00	2700	2750	2750

**Tableau 1.** État de la production agricole et du niveau d'exportation dans la région maritime camerounaise entre 1954 et 1958 (Source: Archives du Ministère des finances et du plan. (1961). *Premier Plan Quinquennal de développement économique et social*, Cameroun, pp. 119-120).

La lecture et l'analyse de ce tableau permettent de confirmer le fait que le Cameroun disposait, à cette époque, d'une économie extrêmement extravertie. L'on constate aussi que la demande était plus forte pour les produits tels que la banane et le café. L'huile de palme, quant à elle, contribuait modestement au PIB du pays à cause du fait que l'unique acheteur des dérivés du palmier à huile était l'Union Sud-africaine. Dès le début des années 1950, les relations commerciales entre les deux partenaires prirent un nouvel élan. C'est ce qui explique cette timide remontée de la production des dérivés des palmeraies. En outre, des causes naturelles telles que l'épuisement du sol doivent être prises en compte afin d'expliquer la diminution de la production de certaines cultures. Tout compte fait, il est clairement établi que la trajectoire privilégiée par le pays durant cette période de référence a été le développement et le renforcement du commerce extérieur. Cette tendance à favoriser les exportations cachait des desseins pernicious, puisque dans la majeure partie des cas, c'est la métropole qui en bénéficiait grandement et surtout du côté français. Car, la Grande Bretagne pour sa part ne

semblait pas trop intéressée par la mise en valeur de sa partie du territoire; même si de façon sporadique, l'attrait pour le pétrole a dans certaines circonstances satisfait leurs intérêts. De même, et toujours traitant du secteur agricole, la production des dérivés des palmeraies a constitué un pilier stratégique pour le commerce extérieur du Cameroun. Ceci permet aussi de renforcer le caractère extraverti qu'a revêtu l'économie camerounaise et qui s'est perpétué même après son accession à la souveraineté nationale.

Années de production	Superficies cultivées (en Hectares)	Rendement approximatif obtenu (en Tonnes)
1958	50	500
1959	175	1750
1960	327	2270
1961	542	5120
1962	585	8520

**Tableau 2.** Importance de la culture des palmiers à huile dans l'économie camerounaise de 1958 à 1962 (Source: Archives du Ministère des finances et du plan. (1961). *Premier Plan Quinquennal de développement économique et social*, Cameroun, p. 120).

L'analyse de ce tableau permet de dégager un constat clair quant à la contribution des palmeraies dans la croissance de l'économie camerounaise. Majoritairement cultivée dans les plaines côtières camerounaises (notamment au Moungo, Kribi, Edéa et à Dibombari), cette culture a occupé une place capitale dans les échanges commerciaux entre le Cameroun et ses différents partenaires à l'instar de l'Union Sud-africaine aussi bien avant son accession à la pleine souveraineté qu'après.

En outre, une observation du pourcentage des importations et des exportations est également révélatrice de cette réalité.

Modalités d'échanges	Années		
	1949	1951	1953
Importations (%)	146%	80%	51%
Exportations (%)	21%	20%	27%

**Tableau 3.** Évolution du transit commercial du Cameroun français de 1949 à 1953 (Source: Gouellain, R. (1975). *Douala. Ville et histoire*, ORSTOM/CNRS, pp. 272-273).

L'analyse de ce tableau permet de dégager le constat selon lequel la consommation locale était vivement encouragée entre 1949 et 1953, au regard de la relative diminution de la fréquence des importations. En outre, et de façon empirique, il s'agissait là d'une volonté malsaine de duper les missions de contrôle de l'ONU, qui s'assuraient que ces puissances respectaient les accords de tutelle, en rendant les nationaux de plus en plus autonomes. Étant donné que le pays échangea plus avec l'extérieur, son nombre de partenaires commerciaux s'accrut également.

## 1.2. Principaux partenaires économiques internationaux et régionaux du Cameroun et produits échangés à partir de 1946

L'économie camerounaise a connu une nouvelle dynamique avec la fin de la Seconde Guerre Mondiale, plus précisément en 1946 (Gouellain, 1975, p. 271). En effet, avec la nouvelle reconfiguration du monde, les puissances assurant la tutelle dans l'optique de favoriser l'avancée de leurs territoires, encouragèrent la diversification des partenaires économiques. Pour le Cameroun, en plus de la France et de la Grande Bretagne, un des grands artisans de la victoire des alliés pendant la guerre accentua ses échanges avec le pays; il s'agit

des États-Unis d'Amérique. Dans ce sens, aussi bien pour le Cameroun français que pour le Cameroun britannique, la situation économique connut des mutations sans pareilles, faisant suite, à la reprise des activités commerciales lors de la fin des combats et de la dislocation des blocs.

Ainsi, cette collaboration économique avec les États-Unis, permit au capitalisme de s'installer au Cameroun; améliorant par la même occasion, le paysage économique du pays. À titre d'exemple, René Gouellain fait remarquer qu'entre 1945 et 1946 le commerce a connu une augmentation conséquente, passant de 129000 tonnes de produits exportés à 185000, soit une amélioration nette de 43% (1975, p. 271). Cette embellie commerciale permit au Cameroun de soutenir son économie au sortir de la récente dévaluation du Franc CFA de décembre 1945 (Gouellain, 1975, p. 271). Cette dévaluation a occasionné une gêne sur la stabilité économique du pays, entraînant une faiblesse de la monnaie locale.

Au niveau régional, le Cameroun entretenait des relations économiques assez atypiques avec, d'une part, les autres territoires de l'Afrique Équatoriale Française et, d'autre part, avec l'Union Sud-africaine. Pour le premier cas, il devint la plaque tournante de l'économie des autres territoires africains sous tutelle française entre 1947 et 1949, notamment grâce à l'établissement, dans la ville de Douala, d'un dépôt pétrolier à usage commun. En effet, et conséquemment à l'effervescence constatée durant la Seconde Guerre Mondiale suite à l'exploitation pétrolière en Afrique par les puissances occidentales, le Cameroun qui y prit une part significative devint un site de choix pour l'établissement de ce magasin pétrolier communautaire. Ainsi, et fort de la demande intérieure et extérieure, le choix porté sur la ville de Douala trouva tout son sens quand on sait qu'à ce niveau, l'on y retrouve un port de ravitaillement.

Son installation y a été bénéfique pour l'économie camerounaise au regard de l'assainissement de son PIB et de sa balance commerciale compte tenu du trafic intense qui y était effectué. De plus, de nouveaux emplois étaient offerts à la population à l'instar de chargeurs, gardiens, de gestionnaires de stocks et approvisionnements. Aussi, grâce à ce port unique, tout le transit commercial pétrolier de l'aire française s'effectuait à Douala. Avec une pareille élévation de la demande, le cours des prix ne cessait de fluctuer, améliorant les statistiques macroéconomiques du pays, puisque de nombreuses devises enrichissaient leurs caisses. S'agissant du second cas, l'Union Sud-africaine est devenue un partenaire économique privilégié pour le Cameroun au même titre que les États-Unis durant la Seconde Guerre Mondiale lorsqu'il s'incorpora à l'économie de guerre britannique (Pokam Kandem, 2015, p. 209).

En effet, des demandes de livraisons de bois et de noix de palme avaient été adressées au Cameroun entre 1938 et 1939, puisque ce dernier disposait d'énormes ressources forestières et d'un potentiel agricole satisfaisant, l'Union Sud-africaine envisageait donc s'y approvisionner. Pour rappel, Tchumtchoua souligne que bien avant ces années, l'entreprise forestière Sud-africaine, Plywoods, s'approvisionnait fréquemment en bois au Cameroun (2014, p. 219), même si ce partenariat commercial n'a pas fait long feu. Malheureusement, ce geste avait été perçu par les autorités métropolitaines françaises comme une offense, et ces dernières ont répondu, par conséquent, par la négative. Ce qui contribua au refroidissement et au ralentissement des relations économiques entre ces deux partenaires africains. Plus tard, sous l'effet conjugué des lourdes dépenses occasionnées par le soutien à l'effort de guerre, la métropole française, qui en ressortit quasiment ruinée, revint sur sa décision précédente et devint favorable à ce que l'Union Sud-africaine entretienne des échanges commerciaux avec le Cameroun.

Ce changement soudain s'explique par le fait qu'il s'agissait là d'une aubaine pour faire entrer les devises dans le pays et qui devait être par ricochet, utilisées par elle, pour soutenir le développement du territoire national, mais de façon cachée pour redynamiser sa

propre économie. Dès lors, le principal produit commercial utilisé par les deux partenaires était le bois, qui était très prisé par l'Union Sud-africaine, même si dans la pratique d'autres articles tels que les dérivés du palmier à huile et des denrées alimentaires renforçaient encore plus ce partenariat commercial. À ce niveau, Tchumtchoua précise que ce bois constituait environ 75% du transit commercial camerounais vers cette destination en 1945 (2014, p. 221). Parallèlement, l'Union Sud-africaine a été aussi d'une importance capitale pour le Cameroun, pas nécessairement dans le cadre des échanges commerciaux, puisque sa réglementation en matière de commerce avec l'extérieur était très rigide et imposait le remplissage d'une énorme paperasse. Néanmoins, ce pays servit de point de relai et de transit des marchandises étrangères (surtout celles des pays d'Amérique) à destination du Cameroun (Tchumtchoua, 2014, p. 224). L'on comprend ainsi la place primordiale que l'Afrique du Sud occupa dans le rayonnement économique du Cameroun avant l'indépendance.

Une analyse approfondie de la trajectoire économique du Cameroun pendant la tutelle permet de constater un recours permanent et un renforcement des échanges extérieurs. En effet, grâce aux interactions économiques avec l'extérieur, le Cameroun entendait impulser son développement par l'entremise des investissements directs étrangers. Ce qui fut de nature à encourager la production locale dans l'optique de ne pas faillir à ses livraisons sur les marchés internationaux. Plus tard et plus spécifiquement au début de la décennie 50, la métropole a encouragé, notamment à cause de l'importance accordée au cacao, la mise en place des associations paysannes à la base dans le but de transformer les produits locaux (Gouellain, 1975, p. 273).

Une des particularités observées durant cette période était que la reconstruction de l'économie nationale du Cameroun encourageait beaucoup plus l'importation au détriment de l'exportation (Gouellain, 1975, p. 273), même si cela conduisait plutôt à rendre la balance commerciale déficitaire. L'on voit, dans cette pratique, un mécanisme pervers de la part de la métropole de se reconstituer en se servant des territoires placés sous son contrôle. Pour rappel, il est important de noter qu'en plus du pétrole que le Cameroun exportait, le cacao et le café constituaient aussi des produits d'exportation non négligeables, puisque dans les faits, le cacao avait déjà soutenu le développement économique bien avant les indépendances, plus spécifiquement entre 1947 et 1949. Fort de cette appréciation du dynamisme économique au Cameroun avant les indépendances, une nouvelle vision fut impulsée par les autorités locales dès l'accession à la souveraineté absolue.

## **2. La construction d'une économie nationale de 1960 à 1987: mirage ou effectivité**

Un constat qui attire l'attention ici est celui de la volonté des leaders qui ont pris le pouvoir au lendemain des indépendances de construire un développement soutenu basé sur l'accroissement de son potentiel économique. Dans ce sens, le choix porté sur les plans quinquennaux était primordial et stratégique dans la mesure où ces derniers ciblaient des secteurs prioritaires pour la matérialisation de la politique de l'État. Pour rappel, bien avant les indépendances, et de manière spécifique, l'économie camerounaise a, dès 1950, connu une réelle embellie. En effet, l'encouragement de la consommation des produits locaux avait permis de réduire considérablement les importations étrangères. Car, lorsque les produits nationaux furent fortement consommés, cela entraîna une augmentation du PIB par habitant (Zouya Mimbang, 2012, p. 293). Pour revenir à la plus-value de ces plans quinquennaux, ceux-ci, grâce à leurs réalisations, positionnèrent le Cameroun comme un modèle d'émergence réussi en Afrique subsaharienne entre 1960 et le début des années 1980, si bien qu'on le qualifia de pays miraculé (Pigeaud, 2011, p. 6). Tout cet engouement nécessita, au préalable, une planification stratégique des axes qui devaient soutenir le développement économique du pays.

## 2.1. Une éphémère planification économique impulsée dès l'accession à la souveraineté internationale

Officiellement indépendant entre 1960 et 1961, le Cameroun entend se bâtir une croissance économique sereine et équilibrée. Dès lors, en sa qualité de stratège, Ahmadou Ahidjo, alors Président du Cameroun, focalisa son programme de développement économique sur la promotion des exportations et la pratique d'un protectionnisme économique au détriment des importations, le tout adossé sur des plans quinquennaux dont la finalité était de développer tous les secteurs de la vie économique de la Nation. En effet, fort de son rayonnement passé, le développement économique du Cameroun était tributaire de l'extérieur, et il fallait modifier cette dynamique très peu favorable à des économies en voie de développement.

Ainsi, dès les indépendances, la donne changea, car les autorités encourageaient désormais aussi les échanges internes au même titre que ceux externes afin d'impliquer davantage les Camerounais dans la dynamisation de leur économie. De plus, une politique protectionniste, instaurant des taxes douanières, avait été implémentée sur certains produits tels que le pétrole, le cacao, le café et la banane, qui pendant plusieurs décennies soutinrent la présence du Cameroun sur le marché mondial. Cette politique de substitution aux importations permit de réduire considérablement les achats à l'extérieur et encourager la consommation locale et le commerce interne, mais privilégiait aussi la vente à l'international. Les plans quinquennaux, de leur côté, se sont inspirés en partie du paradigme des plans FIDES implémentés durant la période de tutelle.

Dans l'immédiat, le premier plan quinquennal, qui est établi dès 1961, a accordé la primeur à l'agriculture, qui était un pilier stratégique et de haute importance pour l'économie camerounaise. En effet, conscient de son immense potentiel agricole, le Cameroun diversifia ses cultures d'exportation allant du cacao, café, thé, coton, l'arachide, à la banane. Par ailleurs, dans l'optique d'appuyer leur culture, l'État a mis sur pied par l'entremise de ce premier plan des centres de prise en charge de ces différentes cultures.

Ainsi, l'on a recensé les sites suivants: Nkolbisson, Nkoemvone dans le Centre, traitant du cacao et du café; de Dschang pour le café; de Njombe dans le Moungo pour la banane; de Guétalé dans le Nord Cameroun pour le coton et l'arachide (Premier plan quinquennal de développement économique et social, 1961, pp. 83-87). Cette multiplication de centres agronomiques et agroalimentaires poursuivait le but de booster le potentiel économique camerounais par le biais de l'agriculture. Pour un État nouvellement indépendant, il fallait compter sur ses propres forces pour soutenir son émergence économique.

Au début des années 1970, des espoirs d'épanouissement se peaufinaient déjà à l'horizon, puisque le Cameroun qui avait misé sur son fort potentiel agricole a atteint l'autosuffisance alimentaire. À partir de cet instant, son PIB et même son revenu national brut ont considérablement augmenté. Oscillant respectivement, entre 4% et 13% sur la période allant de 1970 à 1981 (Aerts et al., 2000, p. 16). En outre, ses partenaires commerciaux se sont multipliés significativement. Le pays a renforcé sa présence sur le marché international par la diversification de ses cultures d'exportation, mettant plus d'emphasis sur le cacao et le café. On remarque une réelle volonté de démarcation du nouvel exécutif camerounais, en ceci qu'il a voulu mettre un terme à cette tendance extravertie de l'économie camerounaise.

Dans ce sens, et afin de relever ces défis, le gouvernement adopta une politique de développement économique basée sur la mise en place des industries agroalimentaires. L'idée était de favoriser et d'encourager la transformation des produits localement et de faciliter leur consommation au niveau local. C'est à l'aune de cette démarcation plusieurs structures virent le jour, notamment la Société Camerounaise des Palmeraies (SOCAPALM) en 1968, Hévéa du Cameroun (HEVECAM) en 1973, dont les origines remontent au moment de l'existence de la Société Africaine Forestière Agricole (SAFA) depuis la présence allemande au Cameroun (Fouelefack Tsamo et Ndo'o, 2019, p. 246) et la Société d'Expansion et de Modernisation de

la Riziculture de Yagoua (SEMR) en 1971 (Willame, 1985, pp. 46-47). Le but poursuivi par ces entreprises était de consolider le désir de l'État camerounais de redynamiser son secteur économique en augmentant le transit commercial aussi bien en interne qu'en externe.

Plus tard, vers la fin des années 1970, le pays basa l'amélioration de ses performances économiques principalement sur l'exploitation pétrolière. En effet, se remémorant son succès passé durant les années 1940, lorsqu'il ravitaillait plusieurs pays en ressources pétrolières, les autorités concentrèrent tout sur l'utilisation du pétrole. Ce choix, qui s'est avéré payant à un moment donné (1977-1984), produisit un effet contraire, inattendu et imprévisible dès le milieu des années 1980 lorsque, à cause de la chute des cours du prix du pétrole au niveau mondial, l'économie camerounaise, qui y était largement dépendante, va subir avec une certaine acuité les ravages d'une crise économique de grande envergure.

Une des limites de l'administration d'Ahidjo résidait dans le fait qu'il centralisait tous les projets de développement du pays sur les caisses de l'État, et l'exécutif qui vint après, hérita d'un sort déjà scellé. Toutefois, un bon modèle de développement doit associer aussi bien les initiatives publiques que privées. En effet, si l'on observe les pays anglo-saxons à l'instar des États-Unis et de l'Angleterre, l'on note la place capitale que joue le secteur privé dans leur épanouissement économique. De plus, l'État parce que disposant de ressources très limitées ne peut pas tout faire. Or, la réalité économique camerounaise fut significativement différente dans ce sens, puisque l'administration camerounaise avait établi un certain protectionnisme économique très rigoureux qui ne laissait pas suffisamment de marges de manœuvre aux investisseurs privés.

C'est ce qui explique que l'on soit parvenu au constat que, la majorité des entreprises exerçant à l'intérieur du pays était l'émanation de la volonté étatique. Une telle situation peut être assimilée à une apparente sérénité économique, et pourtant, cela souleva en réalité moult inquiétudes. La mise en place de grosses entreprises nationales devait concilier aussi bien des partenariats publics que privés avec pour partenaire majoritaire l'État. La réalité était très différente au Cameroun sous la présidence d'Ahidjo, car le budget de la Nation servait à la mise en place des entreprises nationales.

Ce choix s'est avéré disproportionné et incompréhensible lorsque les activités espérées de ces structures ne produisaient pas immédiatement un rendement positif. En outre, le budget de fonctionnement de ces entreprises nationales était arrêté par l'État, ce qui contribua à augmenter la dette externe du Cameroun, passant de 26 à 200 millions de dollars entre 1974 et 1981 (Willame, 1985, p. 69). Ce manque de collaboration entre le secteur public et privé au lendemain de l'indépendance, n'a pas été bénéfique pour le Cameroun. Néanmoins, dans la mesure où des acteurs privés s'y impliquaient, il ne s'agissait que des investisseurs Français, comme ce fut le cas avec les structures telles que la Cameroon Sugar Company (CAMSUCO) et la Société de Développement de la culture et de la transformation du Blé (SODEBLE) (Willame, 1985, pp. 50-52).

Ces partenariats cachaient des intérêts personnels et intimes qui existaient entre le Président Ahidjo et les autorités françaises ; et étaient en aucun cas stratégique. Pour rappel, durant tout son mandat, Ahidjo a effectué tellement de voyages en direction de la France au point où l'on a même pensé qu'il administrait le Cameroun depuis la France. Ainsi, avec la crise économique qui survint entre 1986 et 1987, ces dernières ont cessé leurs activités à cause du désengagement de l'État qui ne pouvait plus supporter de pareilles charges. En revanche, si à cette époque, il avait existé un partenariat entre le gouvernement et des finances privées, certaines de ses entreprises, mais pas toutes, auraient pu être sauvées. Ainsi, la crise économique pouvait être atténuée et les conséquences sur le plan social devaient être maîtrisées.

Avec cette crise, le modèle de planification jadis en vigueur au Cameroun permit de constater que la relative croissance économique tant vantée du Cameroun n'était qu'un feu de

paille, puisqu'à peine un choc, tout s'est embrasé. Tout compte fait, il est clair que l'initiative privée a tardé à être sollicitée au Cameroun puisque dans des contextes de tutelle et de néocolonialisme, la mainmise française continua à se faire ressentir dans tous les secteurs de la vie du pays. Plus tard, l'avènement au pouvoir de Paul Biya, dès 1982, marqua un renouveau assez important dans l'émancipation économique du pays.

En effet, ce dernier tout en prenant acte des manquements de son prédécesseur, axa sa vision du développement économique sur un libéralisme qui était de nature à plus encourager les initiatives privées et à réduire les interventions étatiques sur certains enjeux économiques. Pour rappel, le caractère d'administration autoritaire et paternel d'Ahidjo, qui prônait la transparence et la clarté, attisait implicitement l'appétit pour le vol et l'enrichissement personnel des fonctionnaires de la nation, qui étaient les principaux gestionnaires des structures publiques de l'État (Pigeaud, 2011, p. 6) et ceci au détriment de la population. Ainsi, Biya hérita d'un système de collaborateurs mentalement insatiables et en proie à la corruption. Dès lors, sa vision précédemment mentionnée, poursuivait le but de la préservation de la caisse nationale de l'État, afin de limiter son endettement auprès des institutions internationales. Toutefois, malgré ce programme économique novateur, cela n'a pas été suffisant pour empêcher la chute des statistiques économiques du pays. Au regard de toutes les politiques de planification implémentées, il convient de préciser que le Cameroun priorisa le secteur pétrolier comme pilier majeur de sa croissance économique. Toutefois, ce choix s'avéra plus tard être très périlleux.

## **2.2. D'une croissance économique soutenue par le secteur pétrolier aux ravages de la crise économique du milieu des années 1980**

Comme évoqué précédemment, l'économie camerounaise connut une mutation sans précédent avec la découverte du pétrole (Dial, 1991, p. 3). En effet, cette place capitale du pétrole remontait depuis la Seconde Guerre Mondiale, lorsque le Cameroun a certes participé à ce vaste commerce. Dans les faits, et de façon officielle, l'exploitation pétrolière y prit corps en 1947 et il en devint producteur reconnu à partir de 1977 (ITIE-Cameroun, 2018, p. 2). Cette exploitation du pétrole au Cameroun suscita un engouement sans précédent aussi bien du côté de l'économie camerounaise que de la redéfinition des rapports entre les deux puissances tutélaires.

Traitant de l'économie, l'utilisation des ressources pétrolières a été perçue par le Cameroun, comme porteur d'un vent salutaire pour son développement et son expansion. Par contre, pour la France et la Grande Bretagne, cela donna lieu à une concurrence de haute envergure. Puisque leurs entreprises, à l'instar de: Socony vacuum et Shell du côté britannique et la Compagnie Française de Pétroles (Pokam Kamdem, 2015, p. 203) du côté français, se disputèrent des parts dans le cadre de l'extraction pétrolière au Cameroun. Pendant ce conflit, le ravitaillement en produits d'hydrocarbures, nécessaires au transport, a pris énormément d'ampleur. Plus tard, bien après les indépendances, le secteur pétrolier a continué à assurer l'augmentation bien que modeste du PIB par habitant et un accroissement conséquent des investissements publics.

Cependant, même si cela fut bénéfique, il convient de préciser que cela entraîna une forte dépendance de son économie vis-à-vis de cet unique secteur de production (Aerts et al., 2000, p. 8). Ce qui, dans un sens, peut être interprété comme une faillite dans la planification politique. Car, miser uniquement sur un seul domaine pour améliorer son économie est un pari très risqué, et le Cameroun en a fait les frais plus tard. La crise économique qui secoua le Cameroun fut liée en grande partie au contexte international peu favorable, notamment à cause de la diminution du prix d'achat du pétrole et de la perte de la valeur de 40% du dollar (Pigeaud, 2011, p. 42). Les produits pétroliers qui représentaient plus de 55% des exportations entre la période de sa découverte et le début de l'année 1985 chutèrent drastiquement dès

1987, oscillant sensiblement autour de 40% (Aerts et al., 2000, p. 33). Conséquence directe de ce choix unilatéral de tout miser sur un bassin de production.

De plus, la dette camerounaise s'accrut considérablement et les charges administratives augmentèrent significativement. Car, en l'absence d'entreprises capables de traiter le pétrole, le pays envoyait ce dernier à l'étranger pour qu'il soit traité et, par ricochet, il lui était revendu très cher. En outre, il est important de souligner qu'avec la crise économique, les prix des principaux produits d'exportation camerounais diminuèrent, en particulier le pétrole. Pensant juguler ce problème, le Cameroun en préleva davantage et le vendit à vil prix et de façon délibérée, épuisant par la même occasion ses réserves.

Il convient de préciser que le Cameroun s'est retrouvé atteint par cette crise à cause de sa dépendance extrême du pétrole et toutes ses recettes y étaient concentrées. Or, le pays, disposant d'un potentiel agricole assez consistant, n'a pas pu atténuer les effets pervers de cette crise sur son économie. En plus de ce contexte international peu favorable, la gestion interne des finances fut également sujette à débat et au cœur du déclenchement de cette paralysie économique (Pigeaud, 2011, p. 42). En effet, d'une part, les autorités étatiques ne prirent pas très au sérieux les signes avant-coureurs de cette crise, puisque, les dépenses internes ne cessèrent d'augmenter, pensant que celle-ci n'était que passagère. D'autre part, la situation devint très alarmante. Car, la plupart des entreprises tombèrent en faillite les unes après les autres, à cause principalement du ralentissement de leurs activités et de leur incapacité à soutenir leurs charges de fonctionnement, occasionnant de nombreux licenciements. Tout ceci a conduit le Cameroun vers l'option de l'ajustement structurel imposé par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM). On assista dès lors, à la prolifération des petits métiers de subsistance (Gubry et al., 1996, p. 14). La pauvreté s'installa rapidement dans toutes les localités du pays et, spécifiquement, dans les grands centres urbains.

## Conclusion

L'appréciation de la trajectoire économique du Cameroun, de la tutelle à la crise économique de 1987 permet de constater une évolution assez particulière. En effet, l'accession à l'indépendance du Cameroun entre 1960 et 1961 a posé des défis considérables pour la construction d'une économie nationale viable, héritée d'une structure tutélaire profondément marquée par l'exploitation des ressources naturelles et la dépendance vis-à-vis de la métropole. Si la Grande Bretagne administra sa partie du Cameroun de façon désintéressée, elle a tout de même envisagé et favorisé le développement économique du Cameroun britannique, dans la mesure où, à partir de 1954, elle a remis totalement la gestion des affaires économiques à la population locale et a même accordé des crédits financiers conséquents afin de soutenir l'émancipation du terroir. La réalité a été différente du côté français. En outre, si les cultures d'exportation ont été développées, le but visé était premièrement la satisfaction de leurs volontés personnelles au détriment des nationaux. Dans ce contexte assez singulier, les leaders qui arrivèrent aux affaires au moment de l'indépendance, durent concilier avec ce lourd héritage colonial et s'en démarquer afin de mieux asseoir leur politique de développement. Cependant, la réalité fut telle que, le système économique camerounais demeura tributaire du commerce extérieur. Ce qui mit à nu les vulnérabilités d'un tel paradigme. En outre, la crise économique qui secoua le pays dès 1987, fut très liée à cette dépendance extérieure. À cela s'ajouta, des problèmes de gestion interne caractérisés par des dépenses excessives, sans oublier la faillite de plusieurs structures étatiques. Il est clair que ce penchant pour le commerce extérieur, plaça le Cameroun sur une mauvaise pente; reléguant au second plan d'autres secteurs pourtant primordiaux pour le développement. Ce qui pousse à envisager qu'afin d'assurer une relative constance et une certaine stabilité du Cameroun sur le plan économique, des mesures visant à renforcer les échanges internes et l'établissement d'un processus de substitution aux importations peuvent permettre d'encourager la consommation

locale, empêcher la détérioration des termes de l'échange tout en rendant cette économie résiliente et pérenne.

### Références bibliographiques

- Aerts, J.J., Cogneau, D., Herrera, J., De Monchy, G., & Roubaud, F. (2000). *L'économie camerounaise. Un espoir évanoui*. Karthala.
- Archives du Ministère des finances et du plan. (1961). *Premier Plan Quinquennal de développement économique et social*. Ministère des finances et du plan.
- Centre d'Études et des Recherches en Économie Et Gestion (2021). *Étude sur l'économie du Cameroun-La politique de développement dans la pratique: Enseignements tirés de l'expérience de développement de la Corée du Sud- Étude de cas pays 1: Cameroun, L'économie Africaine: une politique de développement en pratique-Les leçons de l'expérience de développement de la Corée du Sud*. Banque Africaine de Développement.
- Dial (1991). *Cameroun: Évolution économique rétrospective et perspectives macroéconomiques à l'horizon de 1995*. ORSTOM.
- Fonds des territoires d'Outre-mer. (1956). Le fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer. *Présence Africaine*, XI(6). 47-56. <https://doi.org/10.3917/presa.011.0047>
- Fouelefack Tsamo, D.C., Ndo'o, I. (2019). Un directeur de plantation dans le Cameroun français: Henri Chamaulte et la Société africaine forestière et agricole (1924-1957). *Revue d'histoire Outre-Mers*, 404-405(2). 233-248.
- Frenay, P. (1987). Le Cameroun anglophone dans le processus d'intégration nationale. Les conséquences de la marginalisation d'une région sur le développement des villes. *Cahiers d'outre-mer*, 40(159), 217-236.
- Gonidec, P.F. (1957). De la dépendance à l'autonomie: l'État sous tutelle du Cameroun. *Annuaire français de droit international*, 3, 597-626.
- Gouellain, R. (1975). *Douala. Ville et histoire*. ORSTOM/CNRS.
- Gubry, P., Lamle, S.B., Ngwé, E., Tchéggho, J.M., Timnoll, J.P., Véron, J. (1996). *Le retour au village. Une solution à la crise économique au Cameroun?*. Karthala.
- ITIE-Cameroun (2018). "Secteur extractif au Cameroun". Rapport ITIE Cameroun.
- Nlate Ndong, U.C. (2017). *Les relations Cameroun/Grande-Bretagne (1946-2011)* [Thèse de Doctorat/Ph.D en histoire, Université de Yaoundé I]. Hal open science. <https://theses.hal.science/tel-04734122v1> (consulté le 08/02/2025).
- Pigeaud, F. (2011). *Au Cameroun de Paul Biya*. Karthala.
- Pokam Kamdem, M.W. (2015). La question des dépôts pétroliers au Cameroun: enjeux économiques et impérialistes (1947-1952). *Outre-Mers*, 103(388-389), 203-219.
- Tchumtchoua, E. (2014). Les échanges entre le Cameroun et l'Afrique du Sud pendant la Seconde Guerre mondiale. *Outre-mers*, 101 (382-383), 215-236.
- United Nations Digital library System. (1956). *Rapport du Conseil de Tutelle*, 17<sup>ème</sup> session, 686<sup>ème</sup> séance. [https://digitallibrary.un.org/record/1630725/files/T\\_SR.686-FR.pdf?ln=fr](https://digitallibrary.un.org/record/1630725/files/T_SR.686-FR.pdf?ln=fr) (consulté le 16/03/2025).
- United Nations Digital library System. (1957). *Rapport du Conseil de Tutelle*, 19<sup>ème</sup> session, 769<sup>ème</sup> séance. [https://digitallibrary.un.org/record/1633300/files/T\\_SR.769-FR.pdf](https://digitallibrary.un.org/record/1633300/files/T_SR.769-FR.pdf) (consulté le 16/03/2025).
- Willame, J.C. (1985). Cameroun: les avatars d'un libéralisme planifié. *Politique africaine*, (18), 44-70.
- Zouya Mimbang, L. (2012). Le Cameroun, au seuil de l'émergence? De la lisibilité des séries statistiques du Produit Intérieur Brut (1950-2009). *Présence africaine*, (185/186), 289-309.